

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE METTANT À JOUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE
LA SOCIÉTÉ SDH FER POUR SON INSTALLATION DE SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011 autorisant la société SAINT DENIS DE L'HOTEL FERROVIAIRE (SDH) implantée 64 rue de l'Industrie à poursuivre les activités exercées et à étendre un bâtiment de construction de wagons en chaîne (mise à jour administrative) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2025 portant décision d'exonération d'évaluation environnementale après examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro 045-2025-001, présentée par la société SDH FER pour son site implanté sur la commune de SAINT DENIS DE L'HOTEL, en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration de cession du 30 octobre 2014 au profit de la société SDH FER ;

Vu la lettre préfectorale du 28 mars 2017 actualisant le classement des activités de la société SDH FER sur le site de SAINT DENIS DE L'HOTEL ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 9 avril 2025 par la société SDH FER dans sa version finalisée, relatif à la régularisation administrative de l'activité de ferrailage de wagons de fret ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours ;

Vu l'avis du service eau, environnement et forêt de la direction départementale des territoires ;

Vu le rapport et les propositions du 1^{er} juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 3 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant ;

Considérant que le projet porte sur la régularisation administrative de l'activité de ferrailage de wagons hors d'usage pratiquée dans l'établissement ;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une participation du public par voie électronique (PPVE) du 22 avril au 6 mai 2025 inclus, dont l'avis a été publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Loiret, qui n'a recueilli aucune contribution ;

Considérant le contenu du porter-à-connaissance déposé par la société SDH FER et l'engagement de se conformer aux prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 suscité ;

Considérant les mesures prévues dans le cadre du projet, notamment s'agissant de la gestion des eaux pluviales potentiellement polluées, du confinement des eaux d'extinction générées en cas d'opérations de lutte contre l'incendie et des déchets ;

Considérant les mesures de prévention, de protection et de lutte contre l'incendie dont dispose déjà l'exploitant dans le cadre de ses activités régulièrement autorisées ;

Considérant que les modifications sollicitées par la société SDH FER, concernant l'exploitation d'une installation de ferrailage de wagons hors d'usage, ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'est plus soumis à déclaration au titre de ses activités de stockage d'oxygène (rubrique 4725 – ancienne rubrique 1220) ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 - Champ d'application

La société SDH FER dont le siège social est situé 64 rue de l'industrie 45550 SAINT-DENIS-DE-L'HÔTEL, ci-après dénommée « exploitant », est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Denis-de-L'Hôtel, une installation de ferrailage de wagons hors d'usage.

Article 2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs sont remplacées par les prescriptions du présent arrêté comme suit :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des prescriptions supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) et références au présent arrêté
Arrêté préfectoral du 25 mars 2011	Article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »	Remplacées par l'article 3.1
Arrêté préfectoral du 25 mars 2011	Article 1.2.3 « Consistances des installations »	Remplacées par l'article 3.2
Arrêté préfectoral du 25 mars 2011	Article 7.3.1.2 « Caractéristiques minimales des voies »	Remplacées par l'article 5.1
Arrêté préfectoral du 25 mars 2011	Article 7.6.3 « Ressources en eau »	Complétées par les dispositions de l'article 5.2
Arrêté préfectoral du 25 mars 2011	Chapitre 8.6 « prescriptions particulières relatives au stockage d'oxygène (rubrique 1220) »	Abrogées

Article 3 - Modification des installations classées

3.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011 est remplacé par le tableau de classement ci-dessous.

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Installation	Volume autorisé
2712-2	A	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 - Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que	Aire de ferrailage des wagons hors d'usage par oxycoupage	15 à 20 wagons hors d'usage par an 450 m ²

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Installation	Volume autorisé
		ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²		
2770	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 – Installation de traitement thermique de déchets dangereux	Incinération des déchets issus du dégazage des citernes avant lavage	-
2940-2a	E	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j <i>Nota : Le régime de classement est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B/2$.</i>	Atelier de peinture	150 kg/j
2560-2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Machines outils	270 kW
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Grenailleuse	88,5 kW
2795-2	DC	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j	Lavage des citernes et wagons	19,9 m ³ /j
2910-A2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes	Chaudière	3,875 MW

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Installation	Volume autorisé
		de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
4718-2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) - La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : Pour les autres installations supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Cuve et bouteilles de propane	9,073 t
1530	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. « Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ (E) 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (DC) »		50 m ³
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ (A-1) 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (E) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)»		50 m ³
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t (A-1) 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t (D)		1,62 t
2925	NC	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (D) 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du		14 kW

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Installation	Volume autorisé
		Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (D)		
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)		3,5 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A-1) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)		1,5 t
4719	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t (D)	Bouteilles d'acétylène (y compris oxycoupage nécessaire à l'activité 2712-2)	28 kg
4725	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	Cuve et bouteilles d'oxygène (y compris oxycoupage nécessaire à l'activité 2712-2)	0,42 t

* A : Autorisation E : Enregistrement DC : Déclaration avec contrôle périodique
D : déclaration NC : non classable

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes:

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé
1.3.1.0	A	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils	Forage avec pompe dans une ZRE.	Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h	80 m³/h
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage Coordonnées : X= 584 930 m Y= 2 319 475 m Z= 117 m	-	-
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont	Rejet des eaux pluviales dans la Loire via raccordement sur le réseau	Superficie interceptée > 1ha et < 20 ha	17,6 ha

		interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	pluvial communal		
--	--	--	---------------------	--	--

* A : Autorisation D : Déclaration

NC : Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime

3.2 Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011 est remplacé par les dispositions ci-dessous.

L'établissement comprend notamment les installations suivantes :

- un bâtiment dédié à la modification des wagons, la révision et la réparation des bogies et comprenant un atelier essieux ;
- un bâtiment dédié à la révision et la réparation des wagons ;
- un bâtiment dans lequel sont réalisées les opérations d'inscriptions, de grenaillage et de peinture ;
- un bâtiment pour la construction des wagons ;
- une station de lavage et dégazage des wagons-citernes ;
- une aire extérieure de ferrailage des wagons hors d'usage.

L'aire de ferrailage des wagons hors d'usage est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 complétées des dispositions énoncées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4 - Dispositions applicables à l'activité de ferrailage des wagons hors d'usage

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2712 (moyens de transport hors d'usage).

Les wagons hors d'usage font l'objet d'une traçabilité. Les dates de vidange, dégazage et nettoyage de chaque wagon hors d'usage à ferrailer sont connues et tracées.

Les opérations de ferrailage (découpage et démantèlement) des wagons hors d'usage sont réalisées sur une dalle extérieure en béton de 450 m² (30 m x 15 m) prévue pour collecter les eaux d'extinction potentiellement générées par un incendie et les orienter vers le réseau pluvial existant équipé d'un obturateur.

L'obturateur fait l'objet de vérifications et de tests réguliers de bon fonctionnement, a minima une fois par an. Sa mise en œuvre et les vérifications font l'objet de consignes connues par le personnel.

Les wagons admis sur l'aire de ferrailage sont préalablement vidangés, dégazés et nettoyés. De fait, ils ne contiennent pas de liquide ou de marchandise combustible.

Un contrôle des niveaux sonores de l'établissement est effectué dans les 15 jours suivants la mise en service des installations, pendant une période représentative de l'activité, au cours d'opérations de ferrailage (découpage et démantèlement) des wagons hors d'usage.

Article 5 - Dispositions complémentaires relatives à lutte contre l'incendie

5.1 Caractéristiques minimales des voies

L'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

L'exploitant garantit l'accessibilité des engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage aux différents bâtiments et à chacun des points d'eau incendie (poteaux et réserves incendie) par une voie carrossable répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur utilisable : 3,00 m
- hauteur libre : 3,50 m
- virage rayon intérieur : 11,00 m
- surlargeur $S=15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres.
- résistance : stationnement de véhicules de 16 T en charge (maximum de 9 T par essieu)
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface maximale de 0,20 m².
- pente inférieure : 15 %

Les voies en culs de sac devront être dotées d'aires de retournement conformes à la fiche n°12 du règlement départemental de DECI.

Un emplacement dédié au stationnement des engins de lutte contre l'incendie doit être prévu face aux orifices d'aspiration de chacune des réserves incendie, et à proximité des poteaux incendie. Ces aires de stationnement doivent respecter les dimensions minimales suivantes : 32 m² (8 m x 4 m) et être distantes de plus de 10 m de tout risque. Le stationnement d'un engin de secours sur ces aires ne doit pas gêner la circulation sur la voie dédiée aux engins de secours.

Ces aires doivent être identifiées et faire l'objet d'une matérialisation, sauf impossibilité justifiée, afin d'assurer qu'elle demeure accessible en toute circonstance. L'exploitant veille au respect de ces dispositions sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2 Signalisation des ressources en eau

L'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011 est complété par les dispositions ci-dessous :

L'emplacement de chaque réserve incendie doit être balisé depuis les voiries principales du site afin de faciliter leur localisation par les équipes de secours en cas de sinistre.

Chacune des réserves incendie doit être muni d'un panneau signalétique d'identification conforme à fiche n°10 du règlement départemental de DECI, apposé face à l'aire de mise en aspiration.

Article 6 - L'exploitant veille au respect de ces dispositions sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 - Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE - 7 AOÛT 2025

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

ANNEXE I - Configuration des installations exploitées

